

Unité départementale de Vaucluse  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 26/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ETEX Building Performance**

Route de Blauvac  
Malemort du Comtat  
84380 MAZAN

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement ETEX Building Performance implanté Route de Blauvac Malemort du Comtat 84380 MAZAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX Building Performance
- Route de Blauvac Malemort du Comtat 84380 MAZAN
- Code AIOT dans GUN : 0006400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Etex France Building Performance exploite une carrière au lieu-dit "le grand-devin" sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2510 et 2720 de la nomenclature ICPE, et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Numéro et Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A – Vérification	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 + annexe VII	/	Sans objet
2- Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
3 - Gestion et suivi des zones de stockage – stabilité	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 17	/	Sans objet
4 - Plan de gestion des déchets – phénomènes dangereux	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 17	/	Sans objet
5 - Plan de gestion des déchets – contrôle et surveillance	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Numéro et nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6 - Registre des déchets – suivi	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 18	/	Sans objet
7 - Plan de gestion des déchets – Localisation	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
8 - Plan de gestion des déchets – extraction	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
9 - Plan de gestion des déchets – valorisation	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
10 - Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
11 - Plan de gestion des déchets – bilan hydrique	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
12 - Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.3	/	Sans objet
13 - Mesures suppression/réduction biodiversité	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.4	/	Sans objet
14 - Rendu sur la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités, qui la conduisent à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives.

Toutes ces actions sont portées par la mise à jour du PGD.

Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives pourra conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**Point de contrôle n°1 :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A – Vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 + annexe VII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si l'installation de gestion de déchets présente un risque majeur et doit à ce titre être classée en catégorie A au sens de l'annexe VII du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets transmis par l'exploitant en date de mars 2022 ne se positionne pas sur la caractérisation de l'installation au sens de l'annexe VII du présent arrêté et ne conclut pas si celle-ci présente un risque majeur et, ainsi, doit à ce titre être classée en catégorie A.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit, sous 3 mois, fournir les éléments permettant de définir si son installation relève ou non de la catégorie A dans une mise à jour de son plan de gestion des déchets (PGD).  La mise à jour de l'EDD (voir AP de mise en demeure du 08/07/2021) est un pré-requis afin de fournir les éléments permettant de répondre à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°2 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>— la procédure d'échantillonnage que l'exploitant adopte pour la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I du présent arrêté ;</li><li>— la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I susmentionnée, accompagnée des vérifications de conformité décrites en annexe II ;</li><li>— une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Les quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation sont bien précisées dans le PGD. La nature des déchets est définie au vue de la géologie locale, il n'est pas mis en place de procédure d'échantillonnage particulière.
<b>Observations :</b> Pour la caractérisation des déchets, l'exploitant s'appuie sur la géologie locale et affirme que les stériles de l'interface découverte/gisement contiennent environ 4% de qypse.  L'exploitant fournira dans la prochaine mise à jour de son PGD, sous 3 mois, un argumentaire étayé pour justifier la teneur en gypse de ces stériles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°3 : Gestion et suivi des zones de stockage – stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant surveille la stabilité des digues, terrils et remblais et, plus généralement, les mouvements que peuvent subir les déchets, en recueillant régulièrement les informations suivantes, fixées en fonction de l'étude de dangers : <ul style="list-style-type: none"><li>— le niveau de l'eau ou de boue dans le cas des digues de retenue ;</li><li>— la qualité et le volume des eaux de percolation dans le cas des digues de retenue ;</li><li>— la position de la nappe phréatique dans le cas des digues de retenue ;</li><li>— la pression interstitielle ;</li><li>— le mouvement des déchets, résidus et remblais susceptibles d'intervenir ;</li><li>— le drainage sous le sommet et la géométrie des pentes/gradins dans le cas des terrils, etc.</li></ul> Les résultats de la surveillance sont tenus à disposition de l'inspection.
<b>Constats :</b> Le PGD fait état des moyens de surveillance mis en place sur la verse du Grand devin, dont les mouvements ont eu des effets hors de l'établissement sans être exhaustif. Il n'évoque pas les moyens de surveillance mis en place sur la verse en cours de remblaiement.
<b>Observations :</b> Le PGD mériterait de définir plus clairement les suivis réalisés. Il a en effet été constaté lors de la visite de terrain que les 9 inclinomètres en pied de verse avec capteurs étaient toujours fonctionnels et suivis alors que le PGD n'en faisait pas état.  Concernant la surveillance de la verse Est, la procédure en interne n'est pas formalisée.  L'exploitant devra, sous 3 mois, compléter son PGD de manière exhaustive sur les moyens de surveillance et de contrôle, tels que les mesures de suivi de la stabilité et de prévention des éventuelles déformations des remblais. Il précisera pour l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles figurant dans son PGD, les moyens mis œuvre pour tester et maintenir la pérennité de leur action.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°4 : Plan de gestion des déchets – phénomènes dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5 et 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures de prévention des phénomènes dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>— une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 du présent arrêté ;</li><li>— une description des mesures techniques (choix des modalités de stockage sur la base de calculs de résistance notamment) et des mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux (y compris les effets du lessivage des stockages de déchets lors des crues) et à agir sur leur cinétique ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Le PGD ne fait pas une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010. Il aborde trop succinctement les mesures techniques et organisationnelles.
<b>Observations :</b> Ce point de contrôle est en lien avec les points de contrôle n°1 et 3 , et la remarque n°1 de l'inspection en date du 17/06/2021 objet de la mise en demeure du 08/07/2021. Les réponses apportées à ces deux points permettront de répondre à ce point particulier.  L'analyse des risques doit s'appuyer notamment sur des études de stabilité des versants en place. Or les études réalisées par l'exploitant ne prennent pas en compte le risque sismique qui serait à l'origine du mouvement de la versant du grand Devin.  <b>Il est demandé à l'exploitant une mise à jour des études de stabilité pour la versant du grand Devin et la versant Est, en prenant en compte les risques sismiques et les phénomènes météorologiques de grande ampleur.</b> <b>Ces études devront être remises sous 3 mois à compter de la notification du présent rapport et feront l'objet d'une tierce expertise.</b>  Les résultats de ces études alimenteront la mise à jour de l'EDD demandé dans la mise en demeure du 08/07/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet

#### Point de contrôle n°5 : Plan de gestion des déchets – contrôle et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures de prévention ou de réduction de la pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ; — le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture.
<b>Constats :</b> Le PGD aborde partiellement les procédures de contrôle et de surveillance mises en place en cours d'exploitation (notamment, absence de procédure de contrôle et de surveillance de la verse est, en cours d'alimentation). Il ne fait pas état des procédures de suivi et de surveillance qui seraient nécessaires après fermeture.
<b>Observations :</b> Comme vu au point de contrôle n°3, l'exploitant doit compléter son PGD sur les modalités de surveillance mise en oeuvre sur la verse du grand devin et la verse Est.  Les modalités de surveillance éventuellement nécessaires post-exploitation sont à préciser.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Point de contrôle n°6 : Registre des déchets – suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées les quantités et la nature des déchets stockés (leur dangerosité et leur descriptif), leur provenance, le cas échéant, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondant aux données figurant sur le registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un plan répertoriant les zones de stockage des stériles d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Point de contrôle n°7 : Plan de gestion des déchets – Localisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; — une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD. Une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique a bien été fournie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°8 : Plan de gestion des déchets – extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets ;
<b>Constats :</b> Les modes d'extraction mis en œuvre qui génèrent les déchets d'extraction sont bien décrits dans le PGD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°9 : Plan de gestion des déchets – valorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — une analyse des solutions, compte tenu des techniques existantes à un coût économiquement acceptable, pour la gestion des déchets (présentation et justification des filières retenues) ;
<b>Constats :</b> Les déchets d'extraction sont valorisés en remblaiement conformément à ce qui avait été exposé dans le DDAE du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures de prévention ou de réduction de la pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ; — une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation de gestion de déchets ;
<b>Constats :</b> Le PGD aborde les mesures de prévention ou de réduction des incidences du dépôt des déchets sur l'environnement et la santé humaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°11 : Plan de gestion des déchets – bilan hydrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures de prévention ou de réduction de la pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — le bilan hydrique prévu à l'article 24 du présent arrêté ;
<b>Constats :</b> Le bilan hydrique est bien présent dans le PGD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°12 : Mesures ERC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend, notamment, les dispositions suivantes : - Plantations de chênaies et de pinède de pin d'Alep sur une surface de 5,2 ha en fin d'exploitation sur le sommet de la verse à stériles, - Aménagement de terrains permettant la reconstitution de vergers dans le cadre de la remise en état du site, - Suivi des habitats des espèces, notamment des stations d'inules à deux faces ( <i>Inula bifrons</i> ), de la bonne reprise des plantations (exemple plantes-hôtes pour papillons), des amphibiens, des oiseaux rupestres, des chiroptères, de l'alouette lulu et de l'écureuil.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait passer un écologue trois à 4 fois par an (bureau d'étude CERA environnement). Le rapport annuel 2021 a bien été transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°13 : Mesures suppression/réduction biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les mesures de suppression et de réduction de l'impact sur la biodiversité décrites dans l'étude d'impact et les différents dossiers déposés, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- Renonciation à l'exploitation de parcelles en limite de site dans le secteur déjà autorisé, évitement et gestion des stations d'Inule à deux faces, espèce végétale protégée ;</li><li>- Adaptation du planning des travaux en dehors des périodes de nidification, maintien d'habitat rupestre et réouverture de galeries en faveur des chiroptères,</li><li>- Conservation de zones boisées, plantations, création de milieux aquatiques favorables aux oiseaux et amphibiens.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les dispositions de cet article sont respectées.
<b>Observations :</b> Concernant les chiroptères dans galerie sud , leur présence est observée d'avril à fin octobre, ces cavités étant un lieu de transition. Dans le cadre du prolongement de l'activité de la carrière, l'exploitant cherche un lieu d'habitat différent. Il a partiellement réouvert le réseau de galerie au nord, le bureau d'étude va prochainement faire des campagnes d'écoute pour voir si les chiroptères utilisent ces nouvelles cavités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°14 : Rendu sur la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 2.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant rend compte de la mise en œuvre du cahier des charges de réalisation des mesures compensatoires défini dans son étude d'impact et les différents dossiers déposés. Il transmet avant le 10 avril de chaque année à la DREAL un rapport présentant l'état d'avancement de cette action et les éventuelles adaptations qui auront été nécessaires.
<b>Constats :</b> Le rapport annuel 2021 a bien été transmis à la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet